

Intervention de la CPME
SEANCE PLENIERE 13 DECEMBRE 2018

Bien avant le mouvement des gilets jaunes, la CPME s'est largement exprimée pour relayer l'inquiétude mais aussi l'exaspération des entreprises face à la flambée du coût des carburants dont une partie est imputable à l'augmentation des taxes.

Au début du mouvement des gilets jaunes (fin octobre – début novembre), bien que comprenant l'exaspération exprimée face au poids des taxes, la CPME n'a pas souhaité lancer un appel à la mobilisation aux côtés du mouvement des gilets jaunes ». En parallèle, afin de favoriser un apaisement, la CPME a « réclamé un geste fort du gouvernement sous forme d'un moratoire stoppant l'application des nouvelles augmentations des taxes sur les carburants prévues pour janvier 2019 ».

Fin novembre, la CPME a relayé la montée de la grogne chez les artisans, commerçants, professions libérales et dirigeants de TPE et PME, impactés à la fois par la hausse du prix des carburants et les désordres générés par les actions des gilets jaunes. Elle demande en outre « que le Président de la république fixe un cap permettant la poursuite de la transition écologique tout en tenant compte des réalités territoriales et celles du monde du travail ».

Début décembre, la CPME a réagi positivement à l'annonce du moratoire sur les hausses des taxes sur les carburants en regrettant de ne pas avoir été entendue plus tôt sur ce point car cela aurait sans doute évité les dérives actuelles ». En parallèle, et suite à l'enquête menée en direction des petites entreprises montrant que 62 % d'entre elles ont subi des pertes importantes de chiffres d'affaires, la CPME demande la fin de la paralysie du pays. En effet, la situation est devenue très alarmante : 30 % des chefs d'entreprises craignent pour la survie de leur activité, si le mouvement devait perdurer.

Les mesures annoncées ce lundi 10 décembre représente un geste fort, certaines étaient souhaitées depuis longtemps. Nous resterons vigilants sur la tenue de ces annonces et leurs impacts sur la dette.

Nous répondrons présents aux dialogues et concertations en ayant bien à l'esprit les grands enjeux écologique et sociétaux qui doivent être portés par tous équitablement et surtout n'oublier personne.